

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

17 octobre 2023

PROPOSITION DE DÉCLARATION

**de révision
de l'article 24, § 1^{er} et § 3, de la Constitution**

(déposée par M. Patrick Dewael)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

17 oktober 2023

VOORSTEL VAN VERKLARING

**tot herziening
van artikel 24, § 1 en § 3, van de Grondwet**

(ingediend door de heer Patrick Dewael)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend le texte de la proposition DOC 54 3674/001.

Le 12 janvier 2016, la commission de Révision de la Constitution a été saisie d'une demande de l'auteur de la présente proposition de déclaration de révision en vue de l'établissement d'un rapport introductif d'initiative parlementaire, en application de l'article 152*bis* du Règlement. Le 3 février 2016, la commission de Révision de la Constitution a donné son feu vert à l'établissement d'un rapport introductif d'initiative parlementaire portant sur le caractère de l'État et les valeurs fondamentales de la société. La commission a décidé de demander à la bibliothèque de constituer un corpus documentaire et a également décidé d'organiser une série d'auditions et de recueillir les points de vue des différents groupes. Le 24 janvier 2018, ses travaux ont débouché sur la publication d'un rapport volumineux (DOC 54 2914/001).

L'un des aspects particulièrement intéressants de ce rapport introductif concerne les rapports existant entre, d'une part, l'État et, d'autre part, les cultes reconnus et les conceptions philosophiques non confessionnelles. Même si le principe de la séparation des Églises et de l'État constitue l'une des valeurs fondamentales de notre société, il apparaît que notre Constitution est ambiguë sur ce point. Les preuves les plus éloquentes en sont, d'une part, la rémunération, par l'État, des ministres des cultes et des délégués des organisations philosophiques non confessionnelles (article 181) et, d'autre part, l'enseignement, dans le réseau public, des religions reconnues et de la morale non confessionnelle, conjuguée à la liberté d'enseignement (article 24).

L'article 24 constitue l'un des piliers historiques du système constitutionnel belge en ce qu'il garantit la liberté d'enseignement. Il signifie que chacun a le droit de créer des écoles et de proposer un enseignement selon ses propres convictions idéologiques, philosophiques ou pédagogiques. En outre, la Constitution garantit la liberté de choix des parents, qui doit aussi être réelle. Cela signifie notamment que l'autorité publique a elle-même l'obligation active d'organiser un enseignement neutre, mais également l'obligation de proposer l'enseignement, dans les écoles, jusqu'à la fin de l'obligation scolaire, de l'une des religions reconnues ou de la morale non confessionnelle. Chaque élève a donc droit à une éducation morale ou religieuse à la charge de la collectivité.

En 2019, la question se pose de savoir si le statut des cours philosophiques doit encore être fixé d'une

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt de tekst over van voorstel DOC 54 3674/001.

Op 12 januari 2016 werd de commissie voor Herziening van de Grondwet gevat met een verzoek van de indener van dit voorstel tot inleidend verslag op parlementair initiatief, in toepassing van artikel 152*bis* van het Reglement. Op 3 februari 2016 gaf de Commissie voor de Herziening van de Grondwet haar fiat voor het opstellen van een inleidend verslag op parlementair initiatief over het karakter van de Staat en de fundamentele waarden van de samenleving. De commissie beslist een documentatiebundel te laten samenstellen door de bibliotheek, een reeks hoorzittingen te organiseren en om de standpunten van de verschillende fracties te verzamelen. Op 24 januari 2018 is hiervan een omvangrijk verslag verschenen (DOC 54 2914/001).

Een van de bijzonder interessante aspecten van het inleidend verslag betreft de verhouding tussen de Staat en de erkende erediensten en de niet-confessionele levensbeschouwingen. Hoewel een van de grondwaarden van de samenleving de scheiding tussen Kerk en Staat is, blijkt deze in onze Grondwet toch niet zo duidelijk te zijn. De meest evidente uitingen zijn daar de financiering van de bedienaren van de erediensten en de niet-confessionele levensbeschouwingen enerzijds (artikel 181) en het onderwijs in het publieke net van de erkende godsdiensten en de niet-confessionele zedenleer, in combinatie met de vrijheid van onderwijs (artikel 24).

Artikel 24 is één van de historische steunpilaren van het Belgische grondwettelijke systeem, gezien het de onderwijsvrijheid garandeert. Het betekent dat eenieder het recht heeft om scholen op te richten en onderwijs aan te bieden volgens de eigen ideologische, filosofische of pedagogische inzichten. Tegelijkertijd garandeert de Grondwet de keuzevrijheid van de ouders, die ook reëel moet zijn. Dat betekent onder meer dat de overheid zelf een actieve plicht heeft om neutraal onderwijs in te richten, maar om tegelijkertijd ook in deze scholen onderwijs aan te bieden, tot het einde van de leerplicht, in één van de erkende godsdiensten of de niet-confessionele zedenleer. Iedere leerling heeft ten laste van de gemeenschap dus recht op een morele of religieuze opvoeding.

Anno 2019 is het de vraag in hoeverre de positie van levensbeschouwelijke vakken op een dergelijke

manière aussi détaillée dans la Constitution. En outre, cette réglementation n'est pas sans importance dès lors qu'elle crée des lignes de démarcation essentielles entre les offres d'enseignement, voire au sein des réseaux d'enseignement. Concrètement, elle signifie en effet qu'en plus de l'existence d'écoles libres pouvant chacune choisir leur propre projet, il existe, au sein de l'enseignement communautaire, en Flandre par exemple, des heures de cours et des classes séparées pour les enfants qui souhaitent suivre des cours de religion catholique, de religion islamique ou de morale. La responsabilité du contenu de ces cours n'incombe pas non plus à l'État, mais bien aux représentants de ces courants.

Dans notre société démocratique très attachée aux droits fondamentaux, il est difficile de justifier que ces cours philosophiques soient ainsi ancrés dans la Constitution. Il est en outre quelque peu antinomique que l'enseignement doive être proposé, aux termes de son article 24, "dans le respect des libertés et droits fondamentaux", mais que la Constitution n'accorde un statut privilégié qu'aux cours philosophiques. Nous attendons, en d'autres termes, que les enfants soient initiés à une certaine forme de croyance ou de philosophie mais notre Constitution ne garantit pas l'enseignement actif de principes tels que la citoyenneté, la démocratie, etc. Nous entendons y remédier.

L'enseignement est une compétence communautaire. En Communauté française, il y a quelques années, le nombre d'heures de cours philosophiques a été réduit de moitié. L'heure libérée a ensuite été remplacée par un cours de "philosophie et citoyenneté" et les élèves qui demandent à être dispensés des cours philosophiques bénéficient d'un encadrement pédagogique alternatif. En Communauté flamande, aucune alternative réelle n'a encore été proposée pour les parents qui choisissent la dispense, et les deux heures de cours philosophiques font toujours partie du programme scolaire. Les notions de citoyenneté, de diversité et de vie en commun peuvent être inscrites parmi les objectifs finaux généraux mais ne font pas l'objet de cours spécifiques.

Ce n'est qu'en 1988 que les cours philosophiques ont été mentionnés dans la Constitution, à l'occasion du transfert de ces compétences. Aujourd'hui, il ne semble toutefois plus opportun de maintenir ce qui, à l'époque, était encore le fruit d'un compromis politique, et d'empêcher ainsi les Communautés de définir une politique éducative qui consacre l'apprentissage de principes tels que la citoyenneté, la démocratie et les droits humains, et permette d'éduquer les jeunes de manière critique en abordant différentes philosophies et religions, sans les forcer à s'enfermer dans des mouvements souvent

détaillée manier nog steeds in de Grondwet dient te worden vastgelegd. Deze regeling is ook niet zonder belang, gezien ze zorgt voor essentiële scheidingslijnen tussen onderwijsaanbieders en ook binnen onderwijsnetten. Het betekent immers concreet dat naast het bestaan van vrije scholen, die elk voor een eigen project kunnen kiezen, er ook binnen bijvoorbeeld in Vlaanderen in het Gemeenschapsonderwijs aparte lesuren en klassen bestaan voor kinderen die onderwijs volgen in de katholieke godsdienst, de islamitische godsdienst en zedenleer. De inhoudelijke verantwoordelijkheid voor de lessen ligt hier ook niet bij de Staat, maar bij de vertegenwoordigers van deze strekkingen.

In onze democratische samenleving die grondrechten koestert, is het moeilijk te verantwoorden dat de levensbeschouwelijke vakken op deze manier grondwettelijk zijn verankerd. Het is ook enigszins tegenstrijdig dat het onderwijs volgens artikel 24 moet worden aangeboden "met eerbiediging van de fundamentele rechten en vrijheden", maar dat diezelfde Grondwet enkel een bevoorrechte positie toekent aan de levensbeschouwelijke vakken. We verwachten met andere woorden dat kinderen kennismaken met één bepaalde geloofs-overtuiging of levensbeschouwing, maar bieden geen garantie in onze Grondwet dat principes als burgerschap, democratie, ... ook actief aangeleerd worden. Wij willen hier verandering in brengen.

Onderwijs is een bevoegdheid van de Gemeenschappen. In de Franse Gemeenschap is een aantal jaren geleden het aantal uren levensbeschouwelijke vakken gehalveerd. Het vrijgekomen uur wordt ingevuld door een vak "philosophie et citoyenneté". Leerlingen die vrijstelling vragen van de levensbeschouwelijke vakken, krijgen een alternatieve pedagogische omkadering. Aan Vlaamse kant is er voor ouders die voor de vrijstelling kiezen, nog geen echt alternatief uitgetekend en blijven de twee uren levensbeschouwelijke vakken behoren tot het lessenprogramma. Begrippen als burgerschap, diversiteit en samenleven kunnen wel aan bod komen in de algemene eindtermen, maar zijn geen vak op zich.

Pas in 1988 werden de levensbeschouwelijke vakken in de Grondwet opgenomen, ter gelegenheid van de bevoegdheidsoverdracht. Vandaag lijkt het echter niet meer gepast om wat toen een politiek compromis was nog steeds te behouden en hiermee te verhinderen dat de Gemeenschappen een onderwijsbeleid zouden uittekenen dat aandacht schenkt aan het aanleren van principes als burgerschap, democratie en mensenrechten, en kansen biedt om jongeren op de voeten in een kritische zin en kennismaking met verschillende filosofieën, godsdiensten en levensbeschouwingen.

encore largement organisés en dehors de tout contrôle externe.

La présente proposition de déclaration de révision de la Constitution vise donc à permettre de revoir le statut des cours philosophiques dans notre Constitution.

En dit zonder hen in hokjes te dwingen die bovendien nog eens grotendeels buiten externe controle worden georganiseerd.

Dit voorstel van verklaring tot herziening van de Grondwet wil het dus mogelijk maken de positie van de levensbeschouwelijke vakken in onze Grondwet te herzien.

PROPOSITION DE DÉCLARATION

Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 24, § 1^{er} et § 3, de la Constitution.

2 octobre 2023

VOORSTEL VAN VERKLARING

De Kamers verklaren dat er redenen bestaan tot herziening van artikel 24, § 1 en § 3, van de Grondwet.

2 oktober 2023

Patrick DEWAELE (Open Vld)